

Conférence : Nouvelles aides fiscales pour les seniors

Bien en profiter, éviter les abus

Objectifs

- Expliquer clairement les principales aides fiscales et crédits d'impôts pour les seniors.
- Identifier les techniques commerciales abusives liées à ces dispositifs.
- Donner des outils pratiques pour se protéger et faire valoir ses droits.

1. Introduction – un contexte favorable... mais risqué

- Chaque année, l'État mobilise plusieurs milliards d'euros en crédits et réductions d'impôt pour les ménages (DGFIP, 2024).
- Seniors : cibles privilégiées car bénéficiaires de nombreuses aides **et** plus vulnérables aux abus commerciaux.
- Exemple récent : démarchage abusif autour de Ma Prime Rénov' ou du crédit d'impôt pour services à domicile.

2. quelles sont les aides fiscales les plus courantes pour les seniors

- **Crédit d'impôt pour emploi à domicile** (ménage, jardinage, assistance informatique ou administrative).
- **Crédit d'impôt pour adaptation du logement** (salle de bain, monte-escalier, domotique).
- **Aides à la rénovation énergétique** (Ma Prime Rénov', CEE).
- **Réductions d'impôt** : dons, mutuelles, dépenses liées à la dépendance (EHPAD).
- **Point clé** : la plupart de ces aides passent **par la déclaration fiscale**, et non par une entreprise directement.

3. Les techniques d'abus les plus fréquentes

- **Démarchage téléphonique ou à domicile** : promesse de travaux « à 1 € » ou « totalement pris en charge par l'État ».
- **Fausse urgence** : « vous perdez vos droits si vous ne signez pas aujourd'hui ».
- **Factures gonflées** pour maximiser la part d'aide.
- **Contrats opaques** : crédits cachés, abonnements déguisés.
- **Arnaques en ligne** : faux sites imitant « www.impots.gouv.fr ».



4. Comment se protéger concrètement ?

- **Avant de signer :**
 - Vérifier l'existence réelle de l'aide (impots.gouv.fr, service-public.fr).
 - Comparer plusieurs devis.
 - Se méfier des promesses de gratuité totale.
- **Pendant le contrat :**
 - Ne jamais donner ses identifiants fiscaux à une entreprise.
 - Lire les petites lignes (durée, conditions de paiement).
- **En cas de doute ou de litige :**
 - Contacter France Services, associations de consommateurs, ou la DGCCRF.
 - Utiliser le droit de rétractation (14 jours minimum).

5. Cas pratiques et mises en situation

- Exemple 1 : un retraité démarché pour installer des panneaux solaires, avec promesse d'un crédit d'impôt de 100 % → analyse du vrai/faux.
- Exemple 2 : crédit d'impôt services à domicile → montrer comment calculer réellement l'avantage fiscal.
- Exemple 3 : proposition de contrat obsèques ou dépendance présentée comme « défiscalisée » → vigilance sur les conditions réelles.

6. Conclusion et message clé

- Les aides fiscales existent et sont utiles, mais elles doivent toujours être vérifiées via les **sources officielles**.
- Les seniors doivent rester vigilants face au démarchage agressif.
- S'informer et demander conseil est la meilleure protection pour **préserver son pouvoir d'achat** et éviter les abus de faiblesse.

Format : 1h à 1h30 (50 min présentation + 40 min échanges/questions).

Supports :

- PowerPoint avec exemples réels de fausses publicités et de vrais formulaires officiels.
- Fiche pratique : « 5 réflexes pour vérifier une aide fiscale ».

